

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAV Bourgogne du Sud

11 rue du Mail
21250 SEURRE

Références : 0005401652/74

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement SCAV Bourgogne du Sud implanté 11 Rue du Mail 21250 SEURRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAV Bourgogne du Sud
- 11 Rue du Mail 21250 SEURRE
- Code AIOT : 0005401652
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

Silo de stockage de céréales classé sous la rubrique 2160. L'exploitant stocke également les engrais solides classés sous la rubrique n° 4702.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement administratif	Rapport d'antériorité du 01/08/2019	Demande d'action corrective	60 jours
2	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
4	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
7	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées en lien avec le classement des installations et l'étude de dangers, qui sont à mettre à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif

Référence réglementaire : Rapport d'antériorité du 01/08/2019
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : CLASSEMENT DES INSTALLATIONS - Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit dégageant des poussières inflammables, 2160-1a, 18 150 m ³ A ; - Broyage, concassage, criblage [...] , nettoyage... de substances végétales, 2260-2, 133 kW D - Broyage, concassage, criblage [...] , 2260-2.b 8,1 MW D Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium [...] 4702.I-II-III-IV, 1200 tonnes, NC Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique, 4510, < 20t, NC; Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique, 4511, < 100tNC, ; [...]
Constats : Le classement ICPE du site est en cours de mise à jour. Suite à l'inspection, l'exploitant analysera de façon détaillée le classement ICPE correspondant au site actuel, en tenant compte du classement administratif historique pour bien en identifier les évolutions. A cette fin, l'exploitant complètera le fichier transmis en parallèle (classement du site Seurre) en vérifiant l'ensemble des données pré-remplies et en répondant à l'ensemble des observations listées. L'exploitant prendra notamment en compte la suppression du classement au titre de la rubrique 2260 et les changements pour la rubrique 4702. Les codifications des quantités stockées, notamment pour les ammonitrates, doivent également être explicitées pour la mise à jour du classement. <u>Non-conformité 1 : les installations présentes sur le site ne correspondent pas clairement au classement administratif en vigueur au titre de la nomenclature ICPE.</u> L'analyse détaillée du classement correspondant au site actuel est à fournir dans un délai de 60 jours à réception de ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.
Constats : La dernière étude de dangers date de 2003, elle a été complétée en 2006. La mise à jour est prévue pour le mois de juin 2024. Elle doit prendre en compte les modifications du site et de son environnement. Selon l'exploitant, depuis 2003 il n'y a pas eu de changement dans l'environnement du site ni dans les risques de l'installation. Non conformité n°2 : l'étude de dangers historique ne reflète plus la situation actuelle des installations. Il est demandé à l'exploitant de fournir l'étude de dangers actualisée, en accord avec la situation administrative et la description du site mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitation est assurée sous la surveillance du responsable du silo ou son remplaçant. Les deux fiches de poste "chef de silo" et "adjoint chef de silo" ont été transmises par l'exploitant par mail du 29 janvier 2024. Selon l'exploitant le chef du silo peut être remplacé, lors d'une absence, par l'adjoint au chef. L'équipe compte cinq personnes. Il n'y a pas de travailleur isolé. L'exploitant dispose d'une fiche récapitulative concernant les habilitations et les formations acquises par les salariés. Le chef de silo a effectué les formations, concernant les risques de l'installation, suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 13/01/2023 risque incendie, manipulation des extincteurs ;• 04/02/2022, Incendie, Explosion et Poussières en Silo.

L'adjoint a effectué les formations, concernant les risques de l'installation, suivantes :

- 06/12/2022, risque incendie, manipulation des extincteurs ;
- 23/12/2021, Incendie, Explosion et Poussières en Silo.

Par sondage, l'Inspection a vérifié les attestations pour la formation "risque incendie, manipulation des extincteurs" pour l'agent et le responsable du silo. Les formations ont été dispensées par l'organisme IVERIF et Bureau VERNAY à Beaune.

Observation 1 :

La fiche de poste "adjoint chef de silo" ne précise pas que l'adjoint au chef de silo, remplace le chef de silo en son absence.

Cette information devrait être ajoutée à la fiche de poste d'adjoint au chef au titre de la responsabilité de l'exploitation du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations sont disponibles en format informatique et en format papier dans le bureau du chef du silo.

Les consignes de sécurité suivantes ont été vérifiées :

- procédure dans le cas d'un accident corporel ;
- procédure d'alerte en cas d'incendie durant les horaires d'ouverture ;
- consigne déversement accidentel CONS-AP-V2, datée du 04/04/2018 ;
- remise en service après l'incident P-PO-29 V2 datée du 01/06/2021.

Les deux premières procédures, citées ci-dessus, ne comportent pas de référence ni de date de mise à jour.

Observation 2 :

Les consignes doivent être régulièrement vérifiées et mises à jour en fonction du retour d'expérience.

Chaque mise à jour est à signaler par une nouvelle version et datée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura

nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Les interventions par point chaud font l'objet d'un permis feu. Le document est complet, les précautions associées obligatoires avant, pendant et après les travaux, sont clairement définies, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • le nettoyage avant et après les travaux ; • les mesures de sécurité à respecter ; • l'inspection des travaux, par l'exploitant, pendant leur exécution ; • les moyens de protection ; • les consignes de surveillance (visite de contrôle après la fin des travaux et 2h après les travaux). <p>L'exploitant a présenté un permis feu établi pour la société SCHALL le 17/04/2023 (réf 4901), pour les travaux de soudure dans le silo AGF. Le document n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le silo AGF est équipé de 4 élévateurs d'une capacité de 100 tonnes/h chacun et d'un élévateur d'une capacité de 200 tonnes /h . Le silo 2 est équipé d'un élévateur d'une capacité de 200 tonnes /h . Le silo 3 est équipé de 2 élévateurs d'une capacité de 200 tonnes /h . Les quatre élévateurs sont équipés de déports de sangles avec une détection associée et report d'alarme. Toute détection de déport de sangles s'affiche sur le tableau signalétique et l'élévateur s'arrête automatiquement. Selon l'exploitant, les détecteurs de déports de sangles font l'objet d'un contrôle annuel interne. Le registre de ces contrôles n'a pas pu être présenté. L'installation est également équipée des 10 redlers répartis dans 3 silos. Lors de la visite sur site, il a été constaté que le capotage était bien présent. L'ensemble des redlers est équipé de capteurs de rotation et de bourrage. Selon l'exploitant, la détection d'une anomalie sur un capteur de rotation ou de bourrage conduit à un signalement sur le tableau signalétique et le redler s'arrête automatiquement. Le jour d'inspection un test d'arrêt d'activité du silo a été effectué avec succès sur le tableau signalétique (arrêt d'activité suite à l'arrêt de TCR 301).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Les contrôles de l'installation électrique sont effectués une fois par an. Le dernier rapport date du 26/05/2023. Ce rapport réalisé par Bureau VERNAY fait mention de 3 non-conformités. Les non-conformités en question ont été soldées suite à l'intervention de service de maintenance le 24/01/2024.

La traçabilité des interventions est assurée.

Type de suites proposées : Sans suite